



Le dimanche 10 novembre 2013

**71ème jour de grève de la
faim des habitants du camp
Liberty et d'Iraniens de 5 pays**



Parlementaires kurdes d'Irak appellent à la libération des 7 otages d'Achraf

Le 4 novembre 2013 - 25 membres du Parlement du Kurdistan d'Irak ont publié un communiqué pour demander la libération immédiate de sept membres des Moudjahidine du peuple pris en otage le 1er septembre au camp Achraf par les agents du Premier ministre irakien Nouri al-Maliki.

Les signataires représentent toutes les factions du Parlement : le Parti Démocrate (présidé par Massoud Barzani), le Yekati (présidé par Djalal Talabani), le mouvement Taghir, les Turkmènes et l'Union islamique.

Les parlementaires ont affirmé qu'«en se basant sur les valeurs humaines et humanitaires, ils soutiennent les revendications légitimes des grévistes de la faim au Camp Liberty qui sont dans le troisième mois de leur grève de la faim et dont l'état de santé s'aggrave de jour en jour. »

Groupe humanitaire : Les forces irakiennes derrière l'attaque contre Achraf

Le 1 novembre 2013- Un groupe de défense des droits de l'homme allemand travaillant avec un avocat basé à Washington affirme que leur rapport de 70 pages «confirme l'implication directe du gouvernement irakien dans l'attaque » du 1er septembre.

Appelant à une enquête de l'ONU sur l'attaque, le groupe « Droits des Migrants » situé à Aachen a déclaré que les interviews avec les 42 survivants de l'attaque sur le camp d'Achraf, dans la province centrale de Diyala, « mettent sans le moindre doute les forces irakiennes en scène ».

Il affirme que la police irakienne a déplacé les murs gardant le camp pour permettre à quelque 120 assaillants armés d'entrer, portant des uniformes identiques à ceux des forces spéciales irakiennes et parlant avec un accent irakien.

« Pendant deux heures, les assaillants ont écumé le camp, tuant 52 personnes et détruisant pour des millions de dollars de biens. Chaque personne tuée a été abattue d'une balle dans la tête ou dans la nuque, beaucoup avaient eu les mains liées avant d'être exécutées », a dit le rapport.

Il a maintenu qu'en raison de la proximité de 1200 soldats et policiers irakiens, il était « impossible que le groupe de bandits qui a attaqué ait pu entrer dans le camp d'Achraf sans la connaissance, la bénédiction ou l'autorisation directe du gouvernement irakien. »

Il dit également que sept personnes ont été prises en otages et qu'elles seraient dans des centres de détention près de Bagdad.

Massacre d'Achraf - Enquête de Maliki : mensonges à la Goebbels

Le 1 novembre 2013 – Nouri al-Maliki, lors de sa visite aux Etats-Unis a amené un rapport grotesque comme le résultat des travaux de la « commission d'enquête » sur le massacre et les exécutions de masse à Achraf pour affronter, par la tromperie et la mise en scène, la colère internationale contre ce massacre, l'ampleur des protestations des membres du Congrès et des sénateurs américains et leurs appels au président américain à subordonner l'aide militaire à Maliki à la libération des sept otages d'Achraf et à la garantie des droits à la sécurité de l'OMPI au camp Liberty.

Selon les rapports et les documents obtenus par la Résistance à l'intérieur de l'Iran, le résultat de «l'enquête de Maliki » est pétri de mensonges à la Goebbels, dans le seul but de laver les mains



DERNIERES NOUVELLES D'ACHRAF



F.L.L.

sanglantes de Maliki. Par pure démagogie, il vise à interchanger les places du bourreau et de la victime et de faire avaler le scénario ubuesque de Ghassem Soleimani, commandant de la Force Qods de l'armée des Pasdarans iraniens, aux Américains, faisant des otages et des 42 membres de l'OMPI survivants du massacre, les auteurs de l'agression du 1 septembre.

Maintes fois auparavant, la Résistance iranienne avait averti le Secrétaire général de l'ONU dans plusieurs communiqués et dans une lettre le 30 septembre que le résultat de l'enquête menée par le gouvernement irakien ne fait qu'ouvrir la voie à un nouveau massacre, appelant l'ONU et la Haut commissaire aux droits de l'homme à assumer la responsabilité d'une enquête sur le massacre et les exécutions collectives du 1er septembre et, à exhorter en outre le gouvernement américain à traduire en justice les auteurs de cette grande atrocité par le biais du Conseil de sécurité de l'ONU.

[Lire le communiqué du CNRI sur l'enquête](#)